

25 JUIN 2024

**Arrêté préfectoral complémentaire du
prorogeant le délai de mise en service de l'installation terrestre de production
d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, dénommée Parc éolien du Cayrol,
implantée sur le territoire de la commune de Murat-syur-Vèbre et exploitée par la
société SARL SEPE LE CAYROL**

Le préfet du Tarn,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier des articles L. 515-44, R. 181-44, R. 181-48 et R. 515-109 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** les décrets n° 2017-81 et n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret n° 2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 novembre 2021 de la société SARL SEPE LE CAYROL pour l'exploitation de son parc éolien sur la commune de Murat-sur-Vèbre ;
- Vu** la demande de prorogation du délai de mise en service au 29 novembre 2026 de son parc éolien présentée par la société SARL SEPE LE CAYROL le 16 mai 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juin 2024 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la société SARL SEPE LE CAYROL par courriel en date du 27 mai 2024 ;
- Vu** la réponse formulée par l'exploitant, par courriels en date du 28 mai 2024 ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-48 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.515-109 II du code de l'environnement, le délai de mise en service de l'autorisation environnementale peut être prorogé dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'Etat dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

Considérant que l'offre de raccordement tardive du gestionnaire de réseau ENEDIS, transmise à la société SEPE LE CAYROL, et validée le 22 septembre 2023 de la mise à disposition du raccordement, à compter d'octobre 2025, constitue une raison indépendante de la volonté de l'exploitant ;

Considérant donc, en application de l'article R.515.109 du code de l'environnement, qu'il convient de donner une suite favorable à la demande formulée par la société SARL SEPE LE CAYROL, dans son courrier susvisé du 16 mai 2024 de proroger le délai de mise en service du parc éolien jusqu'au 29 novembre 2026 ;

Considérant que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet de Castres
Arrête

Article 1 : Prorogation du délai de mise en service

Le délai de mise en service, par la société SARL SEPE LE CAYROL, du parc éolien du Cayrol sur la commune de Murat-sur-Vèbre, autorisé par arrêté préfectoral du 29 novembre 2021, est prorogé jusqu'au 29 novembre 2026.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Toulouse) compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions vidées l'article 1.1, y compris leur refus, relatives aux installations de productions d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L.511-2 du code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels il sont directement raccordés :

- Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le département prévue au 4° du même article.

La cour administrative d'appel de Toulouse peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Article 3 : Affichage et publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 515-109 du code de l'environnement :

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Murat-sur-Vèbre pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune de Murat-sur-Vèbre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL SEPE LE CAYROL.

Fait à Castres, le **25 JUIN 2024**

**Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Laurent GANDRA-MORENO